



OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

TURQUIE : VERS UN ENRACINEMENT DE LA CONTESTATION ?

LE POINT DE VUE DE DIDIER BILLION, DIRECTEUR ADJOINT DE L'IRIS

10 juin 2013

*Entretien paru également sur Affaires-strategiques.info,
le site d'actualité internationale de l'IRIS*

TURQUIE : VERS UN ENRACINEMENT DE LA CONTESTATION ?

LE POINT DE VUE DE

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

Les manifestations continuent en Turquie. S'agit-il toujours du même groupe de personnes ou le mouvement prend-il de l'ampleur ?

Le mouvement s'est diversifié mais il y a toujours le même noyau de personnes à l'initiative de ces manifestations au parc de Gezi, à côté de la place Taksim. Ces premiers manifestants sont toujours mobilisés et très présents. Le mouvement a été un peu élargi par un patchwork de petites organisations politiques, notamment de la gauche radicale, qui sont désormais installées de façon quasi permanente sur la place Taksim, avec des stands, des banderoles, etc. Le phénomène marquant, d'après tous les témoignages disponibles, est que Taksim – et cela se retrouve aussi un peu dans le parc Kuğulu à Ankara – devient un lieu de promenade, de rassemblement, où les gens passent quelques heures pour discuter, prendre le thé, manger un morceau, avant de repartir chez eux. Ce happening collectif, sur le fond, a un sens politique, mais les participants s'en sont détachés : la place est devenue un lieu de rassemblement festif, avec des concerts presque tous les soirs.

Le mouvement est donc aujourd'hui un melting-pot de revendications politiques et de manifestations d'un ras-le-bol envers l'autoritarisme du Premier ministre. Ce mélange constant tend à montrer un élargissement du mouvement de sympathie à l'égard de ceux qui ont lancé le processus de protestations, sans que cela signifie que des gens de plus en plus nombreux restent sur place, dorment là-bas, etc.

Le vice Premier ministre s'est excusé pour les violences policières, et le président de la République a appelé à la réconciliation. Seul Erdoğan paraît s'entêter à défier ces groupes "marginaux" et "extrémistes". Est-il en train de s'isoler à la tête du pays et au sein de l'AKP ?

A ce stade, c'est une des leçons principales à retenir : pour la première fois depuis que l'AKP est au pouvoir, des divisions internes, des sensibilités différentes se sont exprimées publiquement. Ainsi, le président de la République, Abdullah Gül, a déclaré que si les élections sont un élément essentiel d'une démocratie, cette dernière ne peut se résumer uniquement aux élections, alors que toute la logique d'Erdoğan repose sur le fait que le parti a gagné les élections. Cependant, les déclarations du président et du vice-Premier ministre ont été prononcées pendant le voyage d'Erdoğan au Maghreb. Peut-être que son absence de Turquie a permis aux langues de se délier plus facilement. En effet, depuis son retour, ces paroles divergentes se font plus discrètes.

S'il ne faut pas sous-estimer l'importance des déclarations divergentes qui proviennent du sommet de l'Etat, il faut comprendre que l'appareil politique de l'AKP est tenu par Erdoğan.

Il a eu l'intelligence politique de construire un appareil à sa mesure, qu'il dirige fermement. En outre, Abdullah Gül, le président, et Bülent Arınç, le vice Premier ministre, n'ont ni l'un ni l'autre le charisme d'Erdoğan. Ce dernier a fait six meetings durant le weekend, afin de remobiliser sa base électorale. Il a prévu deux gros meetings le week end prochain, un à Istanbul, l'autre à Ankara, qu'il présente comme la première étape de préparation des élections municipales de 2014. Le problème est que si ces meetings ont pour but d'organiser des contre-manifestations, c'est mauvais signe pour la Turquie. La carte à jouer d'Erdoğan aujourd'hui, ce qui lui permettrait de sortir grandi de cette période de contestations, c'est d'accepter le dialogue, d'accepter d'écouter le message des manifestants, voire même de changer sa méthode de gouverner. Visiblement, ce n'est pas la ligne directrice qu'il a choisi. Ses déclarations mettent de l'huile sur le feu et, au lieu d'apaiser la situation politique, ne font que l'exacerber et la radicaliser. Il semble y avoir là une sorte de stratégie de la tension de la part d'Erdoğan. Il faut espérer que les paroles qui se sont exprimées la semaine dernière pour apaiser la situation auront le courage et l'opportunité de se faire entendre à nouveau.

Le Premier ministre a donné rendez-vous à ses électeurs aux prochaines élections municipales en mars 2014, pour "donner une leçon" aux manifestants, par le biais des urnes. Son parti risque-t-il d'être inquiété ?

C'est peu probable. Il est encore très tôt pour faire des analyses complètes, mais l'AKP est profondément enraciné dans la vie politique turque. C'est un parti militant : c'est le seul, lors des campagnes électorales, à faire du porte à porte, à aller dans les immeubles, les quartiers, à la rencontre des électeurs. De plus, l'immense majorité des grandes villes et des villes moyennes de Turquie, ainsi que beaucoup de petites villes, sont tenues par l'AKP qui a remporté les dernières municipales. Dans ces villes, le parti fait un gros travail social, développe des œuvres caritatives, des soupes populaires, etc. Ce sont des éléments extrêmement importants pour la population. L'AKP a donc encore un enracinement réel profond dans la société turque. S'il est probable – et souhaitable – qu'il y ait un rééquilibrage partiel des rapports de force, il n'y aura pas de défaite de l'AKP aux prochaines élections. Peut-être que les oppositions seront en situation de reconquérir certaines municipalités, mais il n'y aura sans doute pas de modifications réellement importantes des rapports de force politiques.

L'autre question, ce sont les élections présidentielles à l'automne 2014. Il est encore bien trop tôt pour faire une analyse complète, d'autant que ces élections vont aussi dépendre de la réforme constitutionnelle, qui n'est pas encore achevée : la constitution est encore en cours de rédaction et n'a pas été soumise au vote.

Pour l'instant, le mouvement de contestation, dans sa diversité, n'est pas une alternative politique. Il n'a pas de leader et peu d'organisation. La réaction à suivre, ce sera celle du CHP, le Parti républicain du peuple, principal parti d'opposition parlementaire en Turquie. Il est assez massivement présent dans les manifestations et peut bénéficier du mouvement aux prochaines élections. Une chose est sûre : rien ne sera plus jamais pareil en Turquie. Même si les manifestations n'induisent pas un changement rapide et profond des rapports de force politiques, le rapport d'une partie de la population avec le pouvoir est en train de se modifier, sans retour en arrière possible. ■

TURQUIE : VERS UN ENRACINEMENT DE LA CONTESTATION ?

LE POINT DE VUE DE

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE / 10 JUIN 2013

Entretien paru également sur Affaires-strategiques.info, le site d'actualité internationale de l'IRIS.

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org

www.affaires-strategiques.info